



PROCÈS-VERBAL

—

**SÉANCE PLÉNIÈRE
DU 26 NOVEMBRE 2024**

SOMMAIRE

OUVERTURE DE SÉANCE	3
CONTRIBUTION SUR L'EAU DANS LA MEL.....	6
CONCLUSION	28

Le Conseil de développement de la Métropole européenne de Lille s'est réuni en séance plénière, le mardi 26 novembre 2024, sur la péniche L'Eldorado à Lambersart, sous la présidence de Madame Béatrice AUXENT.

La séance est ouverte à 18 heures 10.

OUVERTURE DE SÉANCE

Madame Béatrice AUXENT

Bonsoir et merci d'être présent.

Vous voyez que la météo est dans le thème. Il n'y a jamais trop d'eau.

Tout le monde me connaît, je suis la Présidente du Conseil de développement de la MEL.

Je fais ce petit mot de bienvenue, quand les personnes arrivent encore.

Nous avons eu pas mal d'inscrits, ce thème a attiré pas mal de monde. Quelque part, c'est presque même la jauge de cette péniche qui contraint le monde, mais cette péniche est bien agréable.

Personnellement, c'est la première fois que j'y viens.

J'excuse, d'abord, Hélène MOENECLAHEY, qui va nous rejoindre. Ceci dit, elle a lu le rapport.

Nous avons la présence de Monsieur BEZIRARD, qui est là, et, évidemment, des services de la MEL, qui ont beaucoup travaillé avec le groupe de travail du Conseil de développement. Peut-être, levez la main les membres du groupe de travail. Ils sont plutôt de ce côté-ci.

Donc, le thème de l'eau, très vaste. Donc, il a fallu trouver notre angle. Notre thème avait été traité à l'échelle de la région, c'est ce qui nous a donné aussi l'idée de dire : à l'échelle de la Métropole, quelles sont les particularités ?

Je ne sais pas si vous avez vu, mais il y avait, dans *La Voix du Nord*, un supplément, aujourd'hui : Eau, la nature comme elle est. Cela veut dire que nous sommes totalement dans les sujets importants, avec des enjeux.

Ce groupe de travail a été efficace, je le dis, parce que, avec un sujet vaste, il faut, d'abord, trouver l'angle d'attaque ; et puis, ensuite, trouver les personnes à auditionner ; et puis, tout ce travail que nous savons, qui est assez long, de rassembler, de donner des axes ; et puis, de recommandations, finalement.

Je me permets de féliciter les animateurs, les membres du groupe de travail, et l'équipe d'appui, qui, comme d'habitude, participe également.

Alors, vous verrez qu'il y a des dessins, dans la contribution, et surtout dans le diaporama, réalisés par Victoire et Perrine, qui sont les jeunes enfants d'Alice, membre du groupe de travail. J'ai trouvé cela, vous verrez, très joli. Tout de suite, nous remercions les deux enfants d'avoir contribué, et c'est Flavio qui en a fait la coloration. Donc, nous le remercions, à l'occasion.

Tout de suite, je vais passer la parole aux animateurs ou je présente Anita ? Qui ne connaît pas Anita VILLERS, d'Environnement et développement alternatif ?

Je vais, quand même, te passer la parole, Jean-Daniel.

Monsieur Jean-Daniel VAZELLE

Merci Béatrice.

Bonsoir à toutes et tous.

Je vois que vous êtes nombreux.

J'espère que vous êtes venus pour le thème, et pas obligatoirement pour la péniche, mais les deux sont bien.

Au moins, avec la MEL, nous avons trouvé ce lieu, qui est tout à fait particulier, et dans le thème, quand même, qui nous occupait.

Comme l'a dit Béatrice, le sujet est extrêmement vaste, et nous aurions pu y consacrer beaucoup plus de temps, même des années, si nous avions voulu l'explorer à fond. Aussi, après avoir fait de larges débats au début des réunions du groupe de travail, après aussi avoir rencontré des gens passionnés et passionnants, nous nous sommes attachés à cadrer nos propos, dans le cadre des compétences de la MEL, puisque le but est de faire des recommandations et de les faire à la MEL, et pas obligatoirement à nous-mêmes ; et, surtout, d'évoquer ce qui, pour nous, membres du groupe de travail, nous paraissait primordial.

Alors, notre contribution, elle est largement imparfaite, c'est certain, mais elle reflète les préoccupations des habitants de la MEL, ou du moins ceux qui ont participé, et vous avez vu qu'il y en avait, quand même, un certain nombre, de personnes engagées pour répondre aux enjeux qui se posent, aujourd'hui, sur ce sujet ; et, vous verrez, à travers les dessins, qu'ils préoccupent aussi les beaucoup plus jeunes.

Avant d'exposer notre contribution, notre travail, nous avons souhaité qu'il y ait un aspect un peu plus général, et nous avons demandé à Anita VILLERS de venir l'exposer. Je vous passe la parole.

Madame Anita VILLERS

Merci beaucoup.

Pour moi, c'est un grand plaisir, parce que j'ai été pionnière au Conseil de développement, puisque j'ai fait l'ouverture, quand Pierre MAUROY et Patrick PEUGEOT ont démarré cette belle aventure. J'ai passé dix ans formidables dans ces rencontres, cet enthousiasme, à essayer d'apporter des regards différents pour que les élus prennent leurs décisions en connaissance de cause, si nous pouvons dire.

L'association EDA, Environnement développement alternatif, elle est née en mai 1990, sur la découverte de sols pollués autour de l'usine METALEUROP. Cela a été un énorme sujet, une énorme pollution. Donc, nous avons été un peu pionniers de comment gérer une telle situation. Notre fil rouge est resté, depuis toutes ces années, donc 1990, c'était santé-environnement : nous ne pouvons pas bien vivre si l'environnement est pollué. Donc, nous avons imaginé 3T. Nous disons toujours la règle des 3T. Nous nous sommes rendu compte que, pour chaque dossier, il fallait prendre du temps. Nous ne nous lançons pas à corps perdu dans des remarques, etc. Monsieur VAZELLE vient de le dire, il faut du temps. Donc, nous avons privilégié le temps de s'imprégner, d'étudier. Et, pour faire des recommandations, il faut s'informer. Donc, c'est ce que nous avons essayé de faire. Nous avons essayé aussi la transversalité : c'est-à-dire que vous vous êtes rendu compte que, quand vous parlez de l'eau, il y a de multiples sujets : aménagement du territoire, etc. Donc, la transversalité. Et puis, le troisième T, nous avons pensé transition ; c'est-à-dire que, à un moment donné, cette solution paraît la meilleure. Il faut savoir avancer en marchant, nous allons dire, et remodeler ses objectifs et ses remarques, parce qu'ils doivent s'adapter à ce qu'il se passe.

Donc, nos actions, toutes ces années : nous avons essayé de toujours privilégier la santé et les droits des citoyens, c'était cela les objectifs. Nous nous sommes penchés sur diminuer le recours aux sources non renouvelables. Nous avons essayé de limiter les économies d'énergies, l'isolation des bâtiments. Nous avons beaucoup travaillé la concertation multi acteurs.

C'est comme cela que j'ai rencontré Monsieur VAZELLE, puisque, avec la DREAL, nous avons fait des formations de commissaire-enquêteur pour les enquêtes publiques et les concertations. Donc, nous nous sommes croisés, déjà, il y a un certain nombre d'années.

Alors, ce que nous essayons de faire, c'est d'informer. Donc, nous nous renseignons, nous assistons à des rencontres et à des webinaires. Nous essayons de rester objectifs. Nous avons des remarques, nous avons des arguments contre certaines choses, mais le but essentiel est de faire en sorte que chacun puisse se faire sa propre opinion, surtout dans l'aménagement du territoire et la production d'énergies.

Alors, comment agissons-nous ? C'est-à-dire que nous rédigeons des remarques. Quand je suis présente dans des commissions, j'essaie toujours de lire le bilan et d'apporter des remarques et des propositions pour aller plus loin, pour essayer d'amener un petit cran supplémentaire. Nous organisons des rencontres. Nous rédigeons, chaque trimestre, un journal qui s'appelle *Bouffée d'air*, et que vous retrouvez sur le site, parce que nous avons un site.

Alors, donc, je vais cibler sur les engagements sur l'eau. Nous avons divers engagements. Comme c'était la rencontre sur l'eau, j'ai pu feuilleter un peu votre document magnifique. Je ne vais pas dévoiler vos travaux. Je vais rester sur l'action EDA par rapport à l'eau. Cela a commencé en 1998. Nous avons préparé une exposition, qui a eu vraiment un grand succès. Nous l'avons beaucoup baladée : dans les écoles, les centres sociaux, les associations. Lors de chaque événement, elle nous était demandée. Elle s'appelait : L'Eau, l'enjeu du XXI^e siècle. Donc, nous sommes bien dans le sujet que vous allez, certainement, soulever.

Je vais juste vous lire l'introduction : l'eau est, avec l'air que nous respirons, le plus précieux patrimoine de l'humanité. Trop longtemps considérée comme une matière première inépuisable, cette eau, indispensable à la vie, se raréfie partout.

Il y a un endroit où nous avons passé pas mal de temps, c'est une association-accueil de jour, Magdala, où nous avons pu discuter de l'eau avec des gens qui ont un rapport difficile avec l'eau : par exemple, il y a une dame qui disait : je prends une douche, je reste une heure. C'était son seul plaisir de semaine. Après, au fur et à mesure des discussions, elle était vraiment attentive. Elle disait : vous savez, j'ai fait attention, j'ai pensé à ce que vous avez dit, etc. C'était vraiment très intéressant. Nous avons pu faire en sorte que deux personnes du quartier de Wazemmes puissent se rendre à Marseille, au Forum mondial de l'eau, dans le contexte associatif. Plutôt que des représentants d'associations, c'était ces deux personnes. Cela a vraiment été, pour elles, un événement.

Après, les constats, vous les avez vus aussi : l'eau, c'est un bien commun partagé. C'est un droit aussi. Il y a aussi le droit de l'eau, parce que, quand elle est polluée, il y a aussi des initiatives sur faire reconnaître une identité juridique à certains fleuves ou rivières. Dans nos articles, nous en avons parlé. Donc, l'eau, vous l'avez bien vu, elle est malade, elle se raréfie. Les conflits s'intensifient : par exemple, au niveau de la Lys, en été, les agriculteurs ont besoin d'arroser le maïs ou leurs cultures. Ils survivent. Il y a une tension sur l'eau, puisque c'est en flux tendu. Il faut aussi pouvoir abreuver les Lillois, etc. Donc, ce qui nous a interpellés, c'est qu'il faut s'appuyer sur la disponibilité en eau ; c'est-à-dire que nous ne pouvons pas imaginer des projets si nous n'avons pas assez d'eau en réserve pour pouvoir assumer ces projets.

Alors, comment nous agissons ? Nous sommes, tout le temps, présents. Je suis souvent repérée, donc je suis connue. Comme je suis retraitée de l'Education nationale, je peux assister, en journée. J'ai du temps. Cela me prend du temps de regarder les bilans et les rapports. Je rédige les remarques, notamment pour la MEL dans toutes les commissions. Cela fait des années que cela dure. Je suis dans le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux. Je participe, occasionnellement, au plan régional santé-environnement. Et puis, je me renseigne sur les webinaires. Nous sommes aussi un peu attentifs à ce que font les personnes de la fondation Danielle MITTERAND sur l'eau et le partage de l'eau au niveau mondial. Nous avons organisé, en octobre 2023, une réunion, qui a eu pas mal de succès. Il y avait une centaine de personnes, il y avait des membres de la DDASS, de la DTN, et de la Confédération paysanne. C'était pour répondre à la question : aurons-nous assez d'eau en 2023 ? C'était assez intéressant.

Alors, nos points de vigilances actuels. La question de l'eau est brûlante. Il y a, dans notre région, il nous semble, une recrudescence de plantations de pommes de terre, parce que CLAREBOUT POTATOES, et autres, les usines qui fabriquent des frites, s'installent, notamment dans le port de Dunkerque, qui devient vraiment un pôle énorme pour diverses entreprises. CLAREBOUT POTATOES envoie ses frites. Ces productions de pommes de terre nécessitent des intrants, qui polluent les nappes : d'où nos interventions, auprès de la DDASS et de l'Agence régionale de santé, pour des analyses, qui ne sont pas dans les normes européennes. La MEL est aussi attentive. C'est vrai, nous avons déjà eu des discussions pour vraiment essayer de limiter et de faire en sorte que l'eau reste potable grâce aux interconnexions, aux filtres, etc. Il y a eu aussi le perchlorate.

Pour l'aménagement du territoire, nous avons eu un peu de recommandations et d'oppositions sur les voies routières supplémentaires. Nous avons une vigilance particulière pour une carrière qui fait ses activités en fond de carrière, pas très protégée par rapport à la nappe de la craie, qui se trouve dessous. C'est un point de vigilance actuel.

Alors, pour les dérogations, nous sommes très attentifs sur les dérogations pour les compensations zones humides. Par contre, il ne faut pas non plus être intégriste. Il semblerait que, dans la loi Zéro Artificialisation Nette, certains maraîchers se voient empêchés de faire quelques serres. Il ne faut pas non plus être intégriste des choses. Donc, la nuance est aussi dans la convivialité et la

discussion. Vous avez remarqué que, pour le problème de l'eau, il y a un équilibre qui est très difficile à trouver. En tout cas, la préservation de la ressource est prioritaire. La démesure du développement à Dunkerque est un problème, parce qu'il faut s'approvisionner en eau du côté de Saint-Omer et que c'est compliqué. Il y aura un afflux d'habitations, un afflux de personnes, un afflux de voies routières et de transports. Donc, c'est un énorme problème. Nous sommes dans le débat de l'EPR, qui a lieu en ce moment, avec l'effet de ces logements supplémentaires. Il y a beaucoup de problèmes qui se posent. Donc, nous sommes très attentifs.

L'intervention dans ce débat par rapport à un autre sujet, nous allons beaucoup cibler sur l'environnement, la montée de la mer, les inondations du Pas-de-Calais, et la pression du territoire sur l'eau. Et puis, notre attention aussi, c'est entre équilibre économique et préservation de l'eau. Il y a toujours des tensions. Par exemple, nous avons été amenés à donner un avis sur de la géothermie. Alors, oui, à première vue, c'est bien, mais certains forages doivent traverser la nappe de la craie : donc, quel équilibre trouver entre se servir de la géothermie et ne pas polluer l'eau potable au moment où nous faisons les forages ?

Pour conclure, je dirai : est-ce que l'eau serait un luxe ? La préserver et la partager, c'est ce que vous avez fait, en faisant toutes vos recherches.

Je vais écouter avec grande attention.

Je vous remercie de m'avoir invitée.

Monsieur Jean-Daniel VAZELLE

Merci Madame VILLERS.

Je pense que tous ces éléments nous donnent, effectivement, à réfléchir.

Nous saluons votre engagement, à travers cette association. Il est toujours très utile d'avoir des contrepoids.

CONTRIBUTION SUR L'EAU DANS LA MEL

Monsieur Jean-Daniel VAZELLE

Comme je vous l'ai dit, le groupe de travail a exploré un peu toute la thématique, dans ses premières réunions. Et, finalement, il a essayé de synthétiser en cinq thématiques. Alors, nous allons vous les donner ; et puis, nous les explorerons, après, en termes de recommandations.

Monsieur René MULLIEZ

Donc, la première thématique : l'eau pour tous. Mettre à disposition une eau potable ou au moins de qualité, compatible avec sa destination, aux citoyens, industriels, agriculteurs, animaux. Une nécessité pour les vies de tous. C'est une responsabilité des pouvoirs publics, qui doivent restaurer les investissements indispensables, pour répondre à cet enjeu fondamental.

Monsieur Jean-Daniel VAZELLE

Le deuxième thème, c'est la sobriété pour tous les usages de l'eau. Effectivement, il ne peut pas vous échapper que l'eau peut devenir, même sous nos latitudes, un élément rare, qu'il faut utiliser au mieux, pour préserver cette ressource. S'impliquer, personnellement et collectivement, dans une diminution et une rationalisation de l'utilisation de l'eau nous semble absolument nécessaire.

Monsieur René MULLIEZ

Le troisième thème : la préservation de la ressource des eaux. Si nous voulons pouvoir consommer de l'eau, il faut que la ressource soit là et pérenne. Faisons en sorte qu'elle perdure, en favorisant l'infiltration de l'eau de pluie pour remplir les nappes, et évitons de les polluer, ainsi que les rivières.

Monsieur Jean-Daniel VAZELLE

Aussi, la gestion des précipitations et des inondations, l'extension urbaine et la recherche de productivité en agriculture ont profondément transformé nos paysages, accélérant le ruissellement et créant des inondations et des dégâts importants. Nous l'avons vu encore, dernièrement, pas obligatoirement sur notre territoire de la Métropole ; mais, quand même, dans nos départements.

Or, nous aurons à faire face à des épisodes de sécheresse et de pluie intense plus importants qu'aujourd'hui. Il faut agir pour redonner à la nature toute sa place, tant en agglomération qu'en milieu rural, et créer des Zones d'Expansion de Crues.

Monsieur René MULLIEZ

Cinquième et dernier thème : la qualité de l'eau potable. L'eau de nos nappes et de nos rivières est plus ou moins polluée, et oblige à des traitements coûteux pour en permettre la consommation. Agir en amont pour réduire notre pollution est une évidence, si nous voulons qu'elle ne se retrouve pas dans la ressource aquifère. Avoir la qualité de l'eau redistribuée et que nous consommons nous est indispensable.

Monsieur Jean-Daniel VAZELLE

Voilà nos cinq thèmes. Alors, nous reviendrons, successivement, sur ces différents thèmes et vous proposerons quelques recommandations sur chacun d'eux. Le premier que nous allons développer concerne l'accès à l'eau potable. Je demande à René de continuer, et Jason si tu peux venir.

Monsieur René MULLIEZ

Il y a trois thèmes : tout d'abord, la tarification solidaire et progressive de l'eau. Aujourd'hui, force est de constater que la MEL a fait beaucoup. Elle a pris des mesures solidaires ciblées, avec un bouclier tarifaire protégeant les usagers les plus fragiles. Il y a également un partenariat innovant, mis en place avec la Caisse d'Allocations Familiales et la Mutualité Sociale Agricole, visant à garantir aux habitants de ne pas consacrer plus de 3 % de leurs revenus au paiement de la facture d'eau pour une consommation raisonnée. Il y a également un partenariat avec les Centres Communaux d'Action Sociale et les Maisons Nord Solidarité pour accompagner les usagers en difficulté, chèque eau en complément du Fonds Solidarité Logement de la MEL. Il y a la mise en place d'un service Brigad' eau, chargé d'intervenir au domicile d'usagers fragiles, pour les petites réparations.

Maintenant, je vais passer la parole à Jason, pour qu'il puisse parcourir les deux autres thèmes.

Monsieur Jason PUGNET

Merci.

Alors, l'écobonus. L'idée est simple, mais puissante. Chaque habitant de la Métropole pourrait bénéficier d'une déduction sur sa consommation d'eau, en fonction des volumes d'eau économisés l'année précédente : par exemple, si, l'année N-1, un foyer diminue sa consommation d'eau de dix mètres cubes, alors, l'année N, le foyer se verra offrir dix mètres cubes d'eau. De cette façon, cela inciterait, non seulement à une utilisation plus responsable de cette ressource précieuse, mais également à une sensibilisation accrue sur l'importance de l'économie d'eau. En récompensant les comportements vertueux, nous créerions une dynamique positive et collective autour de l'eau, bénéfique pour notre environnement et également pour le porte-monnaie des habitants.

L'installation de fontaines à eau potable, accessibles à tous. Ces fontaines seraient réparties sur toute la Métropole et permettraient à chacun de s'hydrater gratuitement et facilement.

Cela répondrait non seulement à un besoin pratique, mais encouragerait également les modes de vie sains. En rendant l'eau potable plus accessible, nous luttons contre l'exclusion et favorisons une culture de partage. Les fontaines pourraient être installées dans les parcs et les places publiques, et près des écoles ; contribuant ainsi à un environnement urbain et rural plus agréable et durable.

Monsieur Jean-Daniel VAZELLE

Merci René et Jason.

Alors, pour vous amuser un peu, Pauline, Charlotte, et Nelly ont préparé un petit quiz. C'est Pauline et Charlotte qui vont vous le présenter.

Madame Pauline BECQUE

Bonsoir à tous.

Alors, ce quiz va être interactif. Donc, ce que je vous propose, c'est que nous allons lire la première question et les réponses ; et, ensuite, je vous indiquerai comment nous allons récolter vos réponses. Donc, la question une concerne le territoire de la MEL. Vous n'êtes pas sans savoir que nous avons connu un temps plutôt maussade et plutôt pluvieux, ces derniers mois. Réponse 1 : est-ce que les nappes de la MEL ont été pleinement rechargées ? La réponse 2 : est-ce que les nappes de la MEL ont retrouvé 11 % des 20 % qui leur ont manqué, puisque nous avons subi sept ans de sécheresse consécutifs ? La réponse 3 : il n'y a pas de nappe dans la MEL. Alors, ceux qui pensent que la réponse 1 est correcte lèvent la main, comme à l'école. La réponse 2, j'invite les gens à se lever, s'il vous plaît. La réponse 3, je demande à ce que les personnes lèvent le dossier de contribution, en l'air. Bravo aux personnes qui se sont levées, c'est bien la réponse 2. Cette réponse nous a un peu perturbés, quand nous avons appris cela en atelier.

La question 2 : quel volume d'eau est distribué sur le réseau par ILEO ? Vous levez la main, comme à l'école, si c'est la réponse 1 : 66 bassins olympiques. Les personnes se lèvent si c'est quatre sous-marins. Vous agitez le dossier si vous pensez que c'est 20 Titanic. Bravo, c'est bien 66 bassins olympiques.

Question 3 : jusqu'à quelle quantité d'eau un mégot de cigarette peut-il polluer ? Alors, réponse une, vous levez la main, comme à l'école, si c'est 5 l. Réponse 2, vous vous levez, si c'est 50 l d'eau. Réponse 3 : 500 l d'eau. Bravo, c'est 500 l d'eau.

Enfin, dernière question : combien d'eau faut-il pour produire un t-shirt en coton ? Vous levez la main si c'est 2,5 l. Vous vous levez si c'est 250 l. Vous levez le dossier si c'est 2 500 l. C'est bien 2 500 l pour un t-shirt en coton.

Est-ce qu'il y a des personnes qui ont bon aux quatre réponses ? Je vous offrirai un verre d'eau tout à l'heure.

Monsieur Jean-Daniel VAZELLE

Merci à toutes les deux pour ce quiz, qui, effectivement, peut, tout à fait, surprendre.

Merci à vous tous d'avoir joué le jeu.

L'eau pour tous, c'est un partage de la ressource entre tous les usages. Donc, Pauline et Charlotte vont continuer, pour évoquer comment l'information, la communication, et la sensibilisation sont indispensables pour partager et prendre conscience de notre impact sur l'eau à travers nos activités.

Madame Pauline BECQUE

Alors, sur l'eau, dans le dictionnaire, la sensibilisation, c'est une action qui peut provoquer une réaction par divers stimuli variés. Donc, nous, dans le cadre de l'eau, nous voudrions une réaction de préservation et d'économie. C'est pour cela que nous avons émis, dans ce volet, plusieurs actions qui pourraient interpeller les consommateurs au sein du territoire. Notre première recommandation, c'est que la MEL diffuse un outil clair, pédagogique, de manière récurrente, sur l'état des ressources. Cet outil, nous l'avons baptisé nappomètre. La deuxième, c'est que la MEL soit force de proposition pour faire légiférer, afin que le consommateur dispose d'éléments sur l'empreinte eau des produits que nous achetons tous les jours, notamment les textiles. Cet outil, nous l'avons appelé l'aquascore. Nous souhaitons également que la MEL continue son effort sur la diffusion de bonnes pratiques sur l'économie en eau, comme elle peut le faire aujourd'hui avec la Maison de l'eau mobile ou le Challenge étudiants, qu'elle a animé en début d'année auprès de cette communauté.

Madame Charlotte DODERGNY

Merci Pauline.

Alors, avant de regarder la présentation des deux solutions, vous dire que nous avons de la chance, parce que la société civile se met en marche et propose, aujourd'hui, beaucoup d'actions, de leviers pour amener cette connaissance sur l'eau auprès de l'ensemble du public. Il nous semble nécessaire, pour traiter ce sujet majeur qu'est l'eau, d'étendre ces connaissances et de sensibiliser, le plus massivement possible, pour, justement, comme disait Pauline, mettre en action les populations.

Donc, en effet, nous pouvons trouver des outils de sensibilisation, et également des outils plus ludiques, de défi et de challenge, qui existent aujourd'hui, pour, justement, se mettre en marche. Donc, l'idée, c'est de vous présenter deux outils de sensibilisation, que nous avons retenus dans le groupe de travail. Le premier, c'est le calculateur de l'empreinte eau individuelle, parce que, en effet, nous parlons beaucoup, aujourd'hui, de l'empreinte carbone. Connaissez-vous votre empreinte eau ? De fait, il existe, aujourd'hui, des outils, comme celui que nous allons vous présenter, qui s'appelle HYDROS. Donc, nous n'allons pas dérouler l'ensemble des questions, mais sachez que c'est très facile. Cela prend quelques minutes. Donc, je vous invite à le faire directement après cette présentation. Donc, dans cet outil, nous allons vous poser des questions sur votre usage de l'eau. Nous allons vous poser des questions sur vos douches, vos bains, le nombre de fois que vous faites la vaisselle par semaine, le linge. Donc, vraiment, tout ce qui concerne l'usage de l'eau. Nous allons également vous poser des questions sur vos habitudes d'alimentation, de consommation, vos habitudes de consommation textile, numérique. Enfin, vraiment, tout ce qui rentre, aujourd'hui, dans une habitude de consommation quotidienne. Et puis, nous allons vous demander où vous habitez, pour vous donner de l'information sur l'eau dans votre département. Qu'est-ce que cela donne ? Cela nous donne ce résultat, avec votre empreinte eau directe : donc ce que vous consommez, l'eau utilisée dans les fameuses douches au quotidien. Donc, 103 l par jour : et encore, là, je pense que nous sommes sous la moyenne dans cet exemple. C'est déjà beaucoup, cela permet déjà de faire raisonner quelque chose. Surtout, vous voyez l'empreinte eau indirecte. Nous sommes à 4 616 l d'eau par jour, si nous prenons, justement, en considération les achats, le logement : tout ce qui fait les pratiques de consommation. C'est la vertu de ce type d'outil que de, justement, faire comprendre à quel point l'eau est partout et à quel point nous en consommons beaucoup.

Le deuxième outil, c'est la fresque de l'eau. Alors, vous avez peut-être déjà entendu parler de la fresque du climat, vous avez peut-être déjà eu la chance d'assister à une fresque du climat. Eh bien, la fresque de l'eau, c'est une jolie cousine de la fresque du climat. C'est le même principe : c'est de créer une expérience participative, collaborative, de manière à prendre de l'information, mais surtout être acteur sur les outils participatifs, qui, justement, permettent d'intégrer les connaissances, en disposant, justement, un lot de cartes. Donc, nous vous invitons, dans ce type d'atelier, à prendre connaissance des différents éléments et à les associer, avec des liens, des liens de cause à effet, dans la plupart des cas, de manière à appréhender encore plus concrètement, justement, ces éléments-là, et de le faire en groupe, donc en atelier collectif, de manière à ce que cela crée du partage, des échanges, qui permettent, vraiment, encore une fois, d'être davantage acteur dans ces ateliers. Donc, les cartes que vous devez assembler, je ne vais pas entrer dans le détail, permettent de mieux comprendre et d'être un expert, peut-être, du cycle naturel de l'eau : donc, la base. Il y a également le cycle anthropique de l'eau : donc, comment est-ce que l'eau vient jusqu'à l'homme, finalement ? Quels sont les usages de l'eau, aujourd'hui ? Industriel, notamment ; agriculture, nous en avons parlé. Et puis, non des moindres, dans quelle mesure le changement climatique vient perturber et vient menacer cette ressource en eau ? Nous avons la chance d'avoir, dans l'assistance, un animateur de la fresque de l'eau, qui pourra peut-être répondre à vos questions, si vous en avez. Nous sommes persuadés que ce type d'outil peut permettre de diffuser davantage de connaissances.

Monsieur Jean-Daniel VAZELLE

Merci Pauline et Charlotte pour cette présentation, qui nous ouvre, quand même, quelques perspectives pour prendre conscience de nos impacts individuels et collectifs, et qui devraient nous permettre d'améliorer notre consommation quotidienne.

Nous ne pouvons que vous encourager à faire votre propre diagnostic de votre empreinte eau. Alors, il faut partager l'eau et être plus sobre. Aussi, nous avons quelques recommandations à faire.

Monsieur René MULLIEZ

Alors, la première : il faut continuer, sinon amplifier l'accompagnement des professions agricoles et industrielles, et aussi le tertiaire, à une gestion plus économe de l'eau : installations économiques d'eau, récupération des eaux de pluie, recyclage de eaux industrielles, arrosage goutte à goutte, et autres.

Monsieur Jean-Daniel VAZELLE

Peut-être aider au financement des récupérateurs d'eaux de pluie et des dispositifs d'économie d'eau : c'est peu de choses, mais cela peut inciter à les mettre en place.

Monsieur René MULLIEZ

Également, accélérer le déploiement de compteurs intelligents et de décompteurs dans les immeubles collectifs, qui ne sont pas équipés. Accélérer le recyclage des eaux utilisées et l'utilisation permise par des textes récents des eaux non conventionnelles, et ne pas hésiter à expérimenter leur utilisation dans le respect des règles sanitaires.

Monsieur Jean-Daniel VAZELLE

Et puis, poursuivre la diffusion des bonnes pratiques des économies d'eau à tous les consommateurs, par les multiples canaux à disposition à la MEL, des communes, et des délégataires de la distribution.

Voilà, quelques recommandations, nous aurions pu en faire encore plus.

Alors, économiser l'eau est indispensable, mais préserver la ressource l'est tout autant. Tout faire pour favoriser la recharge des nappes et en améliorer la qualité, ainsi que celle des eaux de surface, c'est un objectif aussi primordial.

Alors, successivement, Charlotte, Pierre, Marcel ; et puis, après, Pierre et Marcel, vont développer ces thèmes.

Madame Charlotte DODERGNY

Donc, en effet, l'eau est sujet complexe. Nous avons eu la chance d'avoir beaucoup d'experts, qui sont venus intervenir. Personnellement, j'ai été frappée par la réponse apportée par ces experts, quand nous leur demandons : quelle est, selon vous, la priorité pour préserver l'eau ? Dans la majeure partie des cas, les experts nous ont dit : restaurer le cycle de l'eau. Donc, quand nous parlons du cycle de l'eau, nous allons parler du rôle fondamental des sols. Alors, pourquoi ? Aujourd'hui, cela a été dit en introduction, nous avons des sols qui sont artificialisés ; et, par définition, un sol qui est artificialisé, c'est un sol qui est imperméable. Un sol imperméable, cela veut dire un sol qui ne permet pas de recharger les nappes phréatiques. C'est aussi un sol qui va augmenter le risque de ruissellement, et qui, donc, va augmenter le risque d'inondation. Je ne vais pas vous donner les exemples que nous avons eus, récemment, dans l'actualité.

Un chiffre, peut-être : un sol forestier peut absorber jusqu'à 100 ml d'eau par heure, un sol labouré permet d'absorber 2 ml d'eau par heure ; un sol bétonné, zéro.

Donc, nous avons fixé également un objectif annuel de végétalisation des sols, avec la restauration des bosquets, des haies, et des arbres. Alors, pourquoi, également ? Parce que, au-delà des aspects de biodiversité, eh bien, ces arbres, ces bosquets, c'est tout un système racinaire qui permet de filtrer l'eau jusqu'aux nappes phréatiques. Donc, cela, c'est fondamental. La restauration de cette végétalisation, cela doit permettre de conserver la quantité et la qualité de l'eau.

Monsieur Pierre DESQUIENS

Proposition suivante : privilégier les revêtements de voirie qui évitent le ruissellement des eaux de pluie - c'est-à-dire : les rues, les pistes cyclables, les chemins de randonnée - lorsque nous faisons des travaux de création ou même quand nous les entretenons. Les objectifs, c'est infiltrer plus d'eau de pluie dans la nappe, bien sûr, et également éviter d'envoyer vers les stations d'épuration de l'eau inutilement. Par exemple, actuellement, la MEL va investir 200 millions d'euros à Wattrelos pour agrandir une station d'épuration. Plus nous envoyons d'eau de pluie là-dedans, plus cela oblige à agrandir les stations.

Une autre proposition, c'est, donc, par rapport aux communes Gardiennes de l'eau : dans ces communes, nous recherchons à préserver l'activité agricole et à développer le maraîchage. Nous souhaitons que la MEL soit vigilante pour rechercher des solutions pour résoudre les contradictions dans le PLU3, entre l'interdiction de construction de bâtiment agricole et le développement de l'agriculture maraîchère ; c'est-à-dire que, si nous souhaitons que les agriculteurs et les maraîchers puissent s'agrandir et continuer à reprendre les terres de ceux qui arrêtent, ils ont besoin de construire des bâtiments et aussi des tunnels de maraîchage. Donc, il faut être vigilant là-dessus, à ne pas aller à l'encontre de ce qui peut leur permettre de le faire.

Monsieur Marcel VANWORMHOUDT

Alors, nous avons la ZAN, la ZFE. Moi, je vous propose la ZEC : éviter les inondations par la création de Zones d'Expansion des Crues, et, éventuellement, de bassins de rétention. Anticiper ces créations au regard des conséquences du changement climatique. Après, nous avons : accélérer les connexions d'eau de pluie et d'eau usée : c'est intéressant, mais c'est beaucoup d'argent. Communiquer, rapidement, sur les incidents de qualité concernant l'eau distribuée : c'est pour les riverains, qui sont toujours interrogatifs à ce sujet. Mener une campagne de sensibilisation sur les polluants et les rejets au tout à l'égout.

Monsieur Michel SAULIER

Alors, améliorer la qualité des eaux de surface et souterraines. Alors, je reprends les deux thèmes, de façon identique : identifier un maximum de polluants à la source et développer la recherche sur les polluants que nous n'arrivons pas encore à traiter.

Une réflexion que je vous livre, nous ne l'avons pas dit en introduction : notre planète Terre, en surface, 70 %, c'est de l'eau ; 97 % de l'eau, c'est de l'eau salée. Il nous reste 3 % de non salé, avec un peu de qualité. Sur ces 3 %, 1 % est seulement disponible. Vous avez des neiges dites éternelles, vous avez des glaciers. Donc, il y a très peu d'eau, finalement. Donc, le très peu d'eau sur terre, il faut essayer de le garder au maximum en qualité.

J'évacue, tout de suite, la question sur les eaux salées que nous pouvons dessaler, car c'est pour les très riches. Pour l'instant, c'est hors de question, même sur la région dunkerquoise, nous en avons parlé tout à l'heure, parce que cela coûte excessivement cher. Nous réservons cela aux pays producteurs de pétrole.

Une autre réflexion, parce que nous retrouvons les polluants à la source que nous pouvons aller chercher en amont : c'est l'industrie chimique. Finalement, les engrais et produits phytosanitaires qui sont à l'origine de ces futurs polluants, traitements, etc. Donc, nous pouvons aller les chercher très en amont. C'est des normes européennes, des normes législatives, etc.

Il faut, au maximum, les connaître. Nos agriculteurs mettent, tout de même, passablement, je pense aux communes Gardiennes de l'eau, des pesticides, des engrais divers et variés - nous parlions des pommes de terre, tout à l'heure - sur les champs. Ce sont, tout de même, des polluants, qui vont arriver dans nos eaux de surface et souterraines.

Une problématique supplémentaire, ces derniers temps : j'ai participé à un colloque du LASIRE à l'université de Lille. Le chercheur, disait : les polluants, nous commençons à les connaître, nous ne les connaissons pas tous.

Nous recherchons les polluants que nous n'arrivons pas à traiter, et nous essayons de les traiter par des phénomènes assez complexes.

Une problématique nouvelle qui se crée, c'est le réchauffement climatique, les événements violents que nous trouvons de plus en plus. Ici, tout le monde est surpris d'avoir beaucoup d'eau en peu de temps après des périodes de sécheresse. Alors, les chercheurs nous disent : c'est compliqué de trouver des polluants ou de suivre les polluants. Un pesticide, quand cela touche la plante, cela fait son action ; mais, après, le pesticide se dégrade, se transforme en métabolite. C'est assez compliqué. Alors, finalement, il y a beaucoup de métabolites de pesticides.

Cela se diffuse très facilement. Nos chercheurs, nos hydrologues peut-être - à la MEL, j'ai appris qu'il y avait un hydrologue aussi - sont un peu paumés là-dedans. Donc, la problématique des chercheurs, c'est de réussir, tout de même, à suivre ces métabolites avec le réchauffement climatique, etc. Quand vous pensez à l'acidification des eaux, pareil : quand vous mettez du vinaigre dans votre bouilloire, le calcaire est éliminé. Avec le réchauffement climatique, les eaux s'acidifient. Donc, problématique : une forme de nouvelle pollution. Je ne reviens pas sur la chlorophylle dans les eaux. Donc, c'est très complexe. La conclusion de ce chercheur - lillois, d'ailleurs - c'était : quand nous cherchons, nous trouvons ; quand nous ne cherchons pas, nous ne trouvons pas. Les solutions pour les pollutions et autres, c'est chercher.

Une campagne de sensibilisation sur les polluants à travers les rejets au tout à l'égout : la MEL fait des belles enquêtes de sensibilisation au niveau des déchets. Sur les polluants, nous avons parlé, tout à l'heure, du mégot de cigarette : vous aviez un exemple là-dessus.

Monsieur Pierre DESQUIENS

Concernant les communes Gardiennes de l'eau de la MEL, c'est là où nous pompons la majeure partie de l'eau que nous consommons tous les jours. Il y a encore des endroits où il y a des égouts à ciel ouvert, c'est-à-dire qu'il n'y a pas d'assainissement collectif : donc, nous proposons, d'abord du point de vue de la qualité de l'eau qui s'infiltré, de prioriser l'assainissement collectif dans ces communes-là ; d'abord, donc, je l'ai dit, pour la qualité de l'eau qui s'infiltré, mais également par rapport à toutes les contraintes que nous donnons aux villes Gardiennes de l'eau : ce serait un juste retour d'ascenseur, d'après nous, qu'elles soient prioritaires pour y créer des assainissements quand il n'y en a pas.

Je vous remercie.

Monsieur Jean-Daniel VAZELLE

Merci.

Nous vous avons fait un résumé de nos réflexions, largement incomplet pour un tel sujet. Aussi, vous avez certainement quelques questions à poser, que ce soit à Anita VILLERS - qui est toujours là, qui a reculé de position, si tu peux venir, et que je remercie encore d'avoir bien voulu introduire un peu notre travail - et aux différents intervenants, pour, peut-être, qu'ils puissent répondre, s'il y a des questions.

Madame Béatrice AUXENT

Nous donnerons la parole, après, à Monsieur BEZIRARD.

Qui veut intervenir, du groupe de travail ou d'autres, en disant si vous avez été dans le groupe de travail ?

Madame Bénédicte DELCOURT

Je n'ai pas été dans le groupe de travail.

J'ai beaucoup aimé la présentation de Michel, notamment sur les chercheurs.

Je voulais savoir s'il y avait des écoles d'ingénieurs ou des laboratoires de recherche fléchés dans votre rapport ?

Madame Béatrice AUXENT

Qui ont pu être auditionnés ou que vous avez repérés ? Si vous n'avez pas la réponse, Monsieur BEZIRARD l'aura.

Monsieur Jean-Daniel VAZELLE

Non, nous n'avons pas obligatoirement fléché. Par contre, nous avons eu l'Agence de l'eau et Gabriel BILLON, un universitaire, qui nous en a parlé. Nous n'avons pas fléché tel ou tel laboratoire.

Monsieur Thierry LEFEBVRE

Je ne faisais pas partie du groupe de travail.

J'ai bien aimé votre présentation, également le fait que ce soit le cycle de l'eau. Aujourd'hui - et cela se retrouve dans votre présentation, même si cela a été évoqué - je trouve que nous insistons beaucoup sur la consommation d'une ressource, c'est-à-dire la vision d'une ressource. Or, également, nous avons une responsabilité sur les rejets. Elle est évoquée par rapport au tout à l'égout. Je ne sais pas ce que vous en pensez, sur ce point-là, mais je pense que le fait aussi de responsabiliser sur la qualité des rejets - enfin sur les rejets que nous avons, chacun, donc nous, les industries, etc. - cela me semblait important ; notamment, l'idée m'était venue par rapport à une étude anglaise qui a été faite, qui a analysé les rejets sur les machines à laver, et, notamment, les déchets de plastique. Donc, cela, c'est un point ; et, les médicaments, également. Alors, je sais bien qu'il faut s'habiller, il faut se soigner aussi, mais est-ce que ces points-là sont pris en compte également, dans l'analyse ; suffisamment, vous pensez ?

Monsieur Jean-Daniel VAZELLE

Comme je vous l'ai dit, il a fallu se limiter à un certain nombre de choses. Nous l'avons évoqué ; et, notamment, ce que nous nous disions, c'est qu'il pourrait être fait, comme nous faisons pour le tri sélectif des ordures ménagères, quelque chose d'identique pour les rejets dans l'assainissement. Qu'est-ce que nous ne pouvons pas rejeter et qu'est-ce que nous pouvons rejeter ? C'est vrai que cela pourrait être fait, un peu, avec un papier, sous la même forme que cela est fait pour les ordures ménagères. Nous l'avons mis, dans nos recommandations.

Monsieur Damien PROUVOST

Je n'ai pas fait partie du groupe eau.

J'avais une question ou plutôt une crainte par rapport aux précipitations centennales : nous voyons, malheureusement, qu'il y a des catastrophes qui se passent de plus en plus fréquemment. La MEL n'est pas à l'abri. C'est une question à Madame VILLERS : est-ce que vous êtes confiante dans la capacité de la MEL à absorber des très grosses quantités d'eau, sans un impact critique ?

Madame Anita VILLERS

La MEL est là, attention !

Donc, nous sommes très vigilants sur l'aménagement du territoire. Donc, les ruissellements, c'est extrêmement compliqué.

Nous essayons de faire en sorte que l'eau puisse rester le plus longtemps possible. Nous limitons pour garder des terrains, des terres qui pourraient être inondées - des prairies, par exemple - pour faire en sorte que l'eau stagne le plus longtemps possible. Nous pouvons toujours faire des propositions. Je pense que, avec ce qu'il s'est passé l'année dernière, c'est vraiment quelque chose avec lequel nous ne pouvons qu'être d'accords : sensibiliser sur cette réinfiltration.

Il y a aussi des maisons individuelles : nous pourrions penser que nous pouvons déconnecter des gouttières qui vont vers les réseaux d'assainissement et faire en sorte que cela s'écoule momentanément dans les jardins.

Donc, c'est une opération qui se fait avec une association du Sud de Lille, qui commence à militer pour cette déconnexion des gouttières, pour garder le plus possible d'eau.

Vous avez vu : nous avons l'impression que les nappes sont rechargées, mais la nappe n'est pas rechargée complètement. Il y a eu sept années de déficit. Donc, le temps que l'eau s'infilte, il faut qu'elle atteigne la nappe. Donc, il y a encore un déficit d'eau. Donc, nous insistons beaucoup sur moins de bitume, moins de routes, moins d'élargissements de voies pour privilégier l'infiltration.

Madame Marie-Julie ROCK

J'ai participé aux débuts du groupe sur l'eau.

J'ai deux propositions. Nous parlions des sols forestiers, c'est un rapport de 100 à 2 % par rapport aux sols agricoles. Est-ce que nous ne pourrions pas planter des arbres, de manière beaucoup plus massive que ce que nous le faisons, que nous convertissions des champs en forêts, pour une meilleure infiltration ?

Une autre proposition : il y a des études très intéressantes qui sont faites par une association qui parle d'hydrologie régénérative. Comment le paysage - justement, c'est ce que vous disiez - peut générer de l'eau ? Il y a plein de choses, en termes d'infiltration d'eau, sur le territoire : des parcours d'eau à redessiner. C'est hyper intéressant. Vous parliez de recherche et d'augmenter la recherche sur ces sujets : l'hydrologie régénérative, c'est vraiment, en termes de cycle d'eau, hyper intéressant. Je vous remercie.

Monsieur Jean-Daniel VAZELLE

Il y a énormément de choses à faire, bien sûr. Nous l'avons évoqué, c'est tout. Nous ne sommes pas là pour résoudre les problèmes, nous les laissons à la MEL. Nous sommes là pour soulever des points, titiller un petit peu.

Madame Béatrice AUXENT

Et que chacun prenne sa part, individuellement et collectivement.

Monsieur Jean-Daniel VAZELLE

Par contre, nous avons des choses à faire.

Madame Béatrice AUXENT

Nous rappelons aussi le dialogue de suivi, que nous instaurons aussi à partir du moment où nous avons émis un rapport et pour que, justement, tous ces sujets-là puissent encore se poursuivre, pour que nous puissions toujours faire partie des réflexions à venir.

Monsieur Jean-Damien GUILLOY

J'ai fait partie du groupe eau.

Effectivement, cela a été dit, c'est un sujet tentaculaire : nous pourrions le traiter de partout, prendre plein de bouts pour arriver à approcher ce sujet et peut-être à ne pas le traiter.

Alors, moi, j'ai l'impression que nous avons ouvert un beau chapitre. Moi, je vais proposer un nouveau chapitre de l'eau, qui serait un chapitre un peu plus politique. J'avoue que, l'eau, un bien commun, moi, cela me titille beaucoup. Je trouve que, là-dessus, il faut vraiment réfléchir. Moi, je constate que, aujourd'hui, nous avons ILEO et VEOLIA derrière.

Il y a un truc qui se fait en France, c'est qu'il y a de plus en plus - paraît-il, 48 % - de communes qui passent en gestion directe de l'eau et vivent, comme cela, à rétribuer des compagnies, qui, elles-mêmes, rétribuent leurs actionnaires, etc. Je ne sais pas, c'est un débat qu'il faudrait avoir.

L'autre sujet, alors, un peu plus technique, c'est que, nous l'avons dit dans le groupe, il y a des eaux : l'eau, qu'utilisent, sans doute, les industriels, n'est pas la même eau que nous buvons. Je vais être violent - excusez-moi, il n'y a pas d'enfant dans la salle - cela m'a été retourné, il n'y a pas très longtemps, il y a quelqu'un qui m'a dit : Jean-Damien, tu penses que, finalement, nous chions dans l'eau potable, tous les jours, que nous pissons dans l'eau potable. Je veux dire par là, et nous en avons parlé dans le groupe de travail, que, effectivement, si nous arrivions à différencier nos eaux pour faire la vaisselle, nos eaux pour laver le linge, nos eaux pour les toilettes, et si nous avions de l'eau potable à boire, nous arriverions peut-être à faire prendre conscience à tout le monde qu'il y a des eaux différentes et qu'il faut faire attention à l'eau potable, notamment.

Monsieur Jean-Daniel VAZELLE

Merci Jean-Damien.

D'autres questions ? Il y en a une encore.

Madame Béatrice AUXENT

Finalement, nous avons plus des propositions.

Monsieur François Buyle Bodin

Un ancien du groupe et un ancien du Conseil de développement.

J'ai bien aimé la notion d'empreinte de l'eau, c'est très intéressant. Le seul problème, c'est qu'il n'y a pas une empreinte de l'eau, il y a une empreinte des eaux. Ce que dit Jean-Damien, c'est très juste ; c'est-à-dire que, quand nous disons que nous consommons 1 500 l pour faire du coton, ce n'est pas 1 500 l d'eau potable. Quand nous disons que nous consommons de l'eau pour différents usages industriels, ce n'est pas de l'eau potable. Cela me fait penser au territoire sur lequel nous sommes : c'est-à-dire qu'il faudrait que nous ayons une empreinte de l'eau, qui soit une empreinte de l'eau territoriale. Il faut se garder des raisonnements trop globaux. Par contre, l'empreinte de l'eau étant une bonne idée, il faut l'adapter à notre territoire. Moi, j'aurais tendance à dire : quand nous achetons un poireau qui a été produit sur notre territoire, nous n'avons pas à nous poser la question de l'empreinte de l'eau. D'accord, cela consomme de l'eau ; sauf que, d'abord, c'est de l'eau que nous ne faisons pas brûler. Nous ne faisons pas des poireaux avec de l'eau potable. L'eau finit dans le sol, quand les jardiniers arrosent. De toute façon, cela ne sert à rien d'arroser avec de l'eau potable. D'autre part, l'eau que nous mettons pour arroser les plantes, l'essentiel repart dans le sol. Donc, l'essentiel va recharger les nappes. Donc, ce que je veux dire : très bel outil. Maintenant, il faudrait, premièrement, traiter à une échelle territoriale ; et, deuxièmement, avec plus de subtilité dans les eaux.

Monsieur Jean-Daniel VAZELLE

Cela donne une première approche, qui est, quand même, intéressante.

Madame Mary SCHEUREN

Je n'ai pas fait partie du groupe de travail.

C'est très bien que nous nous posions la question sur le territoire, sur la Métropole, nous sommes là pour cela ; mais l'eau ne connaît pas les territoires, l'eau ne connaît pas les frontières : est-ce qu'il y aurait une coordination, au-delà de la Métropole, avec d'autres ensembles qui aient une politique globale, comme il peut y en avoir une sur le climat ?

Monsieur Jean-Daniel VAZELLE

Il y a, de toute façon, l'agence de bassins. Le bassin, c'est bien l'endroit où nous avons toute l'eau. Et puis, aujourd'hui, la nappe dans laquelle la MEL prend de l'eau, la nappe du carbonifère, elle est autant en Belgique qu'en France.

Madame Béatrice AUXENT

N'oublions pas l'échelle eurométropolitaine, qui existe.

Madame Charlotte DODERGNY

Pour revenir sur la partie empreinte eau, en effet, nous pourrions discuter sur eau potable et non potable. Par contre, et cela a été redit, l'eau douce est, quand même, quelque chose d'extraordinairement précieux. En effet, le local est important, aujourd'hui. Prenons, par exemple, l'alimentation : aujourd'hui, les éléments que nous consommons sont en très faible quantité en local. Donc, en effet, aujourd'hui, qui peut dire exactement, dans ce qu'il achète en termes de vêtements, d'appareils numériques, d'alimentation, tracer ce qui vient de la Métropole ou d'ailleurs ? En l'occurrence, je pense que la proportion est encore infime, aujourd'hui. Je ne voudrai pas polémiquer ; mais, malgré tout, la sensibilisation sur l'empreinte eau, elle est fondamentale.

Madame Béatrice AUXENT

Encore deux interventions.

Monsieur Laurent GHEYSENS

J'ai fait partie du groupe sur l'eau.

J'avais une question par rapport aux rejets : quelle part est traitée, de toute cette eau, par rapport à ce qui est rejeté dans le milieu naturel ?

Monsieur Jean-Daniel VAZELLE

La plus grande partie.

Monsieur Éric LAURENGE

Je n'ai pas fait partie du groupe de travail.

J'ai trois petites remarques. La première, c'est que, moi, sur un projet, nous avons prévu d'utiliser les eaux de toiture pour les toilettes. Quand nous avons échangé avec les concessionnaires, ils nous ont dit : vous êtes bien gentils, mais cela coûte à traiter, et qui le paie ? Par définition, vous n'allez pas payer l'eau que vous allez utiliser. Donc, cela va être le frein à ce truc. Un jour, peut-être que les concessionnaires ou régies nous diront : nous allons mettre des compteurs pour compter les eaux de sortie. Ce sera aussi des coûts de gestion, mais cela peut être un sujet.

J'ai une question sur les nappes phréatiques, et je n'ai rien compris à 11 % des 20 % manquants. Concrètement, nos nappes phréatiques, elles sont à quoi ? A 10, 20, 30, 50, 100 % de leur capacité ? La dernière chose, c'est : il faut raisonner plus global que la MEL. Alors, moi, je suis d'accord ; mais, ce qui me gêne, c'est que, à chaque fois que nous disons que nous allons essayer de trouver une solution, il y a quelqu'un qui dit : vous n'êtes pas à la bonne échelle, il faut changer d'échelle.

Au final, nous ne faisons plus rien. C'est un peu l'Union européenne, où nous disons au départ : nous sommes ensemble, nous allons trouver une solution. Déjà, réfléchissons à la MEL. Après, nous verrons pour élargir. Il y a déjà des choses qui existent avec l'Agence de l'eau, etc. Ne soyons pas trop ambitieux, quand même. C'est bien, mais cela peut nous paralyser.

Monsieur Jean-Daniel VAZELLE

Merci.

Je laisserai le Président BEZIRARD parler sur les nappes, il vous dira pourquoi et où elles en sont. S'il n'y a pas d'autre question, nous essayons de tenir le *timing*.

Avant de laisser la parole au Vice-Président en charge de l'eau et de l'assainissement, pour terminer cette réunion, moi, je voudrai, encore une fois, remercier tous les membres du groupe de travail pour l'excellente écoute que vous avez eu les uns envers les autres, et pour votre participation engagée et productive ; et puis, bien sûr, Sophie, qui nous a soutenus tout au long de ce parcours. Ce n'est pas si facile que cela, heureusement qu'elle était là.

Merci à tous.

Bien sûr, c'est de la part de René et de la mienne.

Madame Béatrice AUXENT

La parole est, effectivement, à Monsieur BEZIRARD.

Je vais déjà dire que vous nous avez accompagné tout au long de ce groupe de travail ; notamment, vous étiez présent à un café métropolitain, puisque nous avons eu cette nouveauté d'avoir, en cours de travail, un café métropolitain dédié à la thématique, et vous étiez là. C'est un accompagnement depuis le début, le milieu. Et, maintenant, nous sommes à la fin. Ce n'est certainement pas fini, puisque vous savez très bien que nous avons ce dialogue de suivi. Donc, nous verrons comment nous continuons.

Vous avez la parole.

Monsieur Alain BEZIRARD

Bien. Merci. Madame la Présidente, merci.

Alors, d'abord, il y a un mot qui m'intéresse : il y a un s au bout de mots. Donc, vous n'êtes pas pressés, puisque, avec moi, quand vous commencez...

Madame Béatrice AUXENT

Vous coupez les micros à quelle heure ?

Monsieur Alain BEZIRARD

J'ai entendu, tout à l'heure, qu'il y a eu des coupures ; pas le mien, il ne faut pas exagérer !

Alors, d'abord, Madame la Présidente, et tout le Conseil, nous sommes ravis - non seulement en mon nom, mais au nom du Président CASTELAIN et d'Hélène MOENECLAËY qui est aussi à mes côtés, aujourd'hui - de ce travail. Nous sommes ravis que nous ne soyons pas seuls.

Moi, j'ai repris cette délégation. J'avais une autre délégation, dans le dernier mandat. J'ai repris, effectivement le problème de l'eau. Un mois après avoir pris ma délégation, j'ai été voir mon Président, en lui disant : excuse-moi, Président - alors, il y a un Monsieur qui l'a dit, tout à l'heure - si nous ne faisons rien, nous sommes excusez-moi pour l'expression dans la m.... Cela veut dire que nous devons tous prendre conscience, je dis bien tous prendre conscience, que, de l'eau, si nous continuons comme cela, nous n'en aurons pas suffisamment pour tout le monde.

Vous avez évoqué plein de thèmes : le logement, le monde économique, le monde de l'agriculture. Est-ce que nous aurons encore assez d'eau, dans l'avenir, pour alimenter tout le monde ? Je réponds : non.

La période de sécheresse que nous avons vécue, effectivement, le niveau de nos nappes a perdu 20 %. Aujourd'hui, nous sommes non plus à moins 20, mais à moins 13 % du niveau des nappes ; avec une année, pourtant, pluvieuse.

D'abord, nous allons travailler sur le périmètre des nappes. L'eau qui tombe ici, à Lambersart, excusez-moi, elle ne sert à rien pour les nappes. Il faut avoir cette géographie, nous allons dire.

Les nappes, pour nous, ce sont les champs captants, donc les 29 communes du Sud de la Métropole. Nous avons le carbonifère ; mais qui lui, est beaucoup plus profond, et qui vient des Ardennes, que nous partageons avec nos amis flamands et wallons. Il n'y a que deux nations, mais nous sommes trois à le partager. En même temps, heureusement, nous avons Aire-sur-la-Lys : l'usine de production que nous avons là-bas, que j'ai la chance de co-présider ; cette usine, évidemment, qui nous apporte de l'eau plus facilement. L'eau carbonifère vient, principalement, des Ardennes. Ce n'est pas l'eau qui tombe à Tourcoing, Wattrelos, et autres, qui va dans le sol. Là, nous sommes à 200 m de profondeur. Ce n'est pas cette eau-là qui va là-dedans. Le seul endroit, effectivement, où nous rechargeons, véritablement, les nappes, c'est les 29 communes du Sud de Lille. C'est le seul endroit. Moi qui suis maire d'Erquinghem-Lys, l'eau qui tombe chez moi, elle va dans la Lys, à la fin. Donc, Lys, cela veut dire la mer. En gros, nous ne la gardons pas.

C'est un de nos problèmes, effectivement, de garder nos eaux. En gros, le périmètre, véritablement, des champs captants, cela représente 10-12 % du territoire de la Métropole de Lille, pas plus. Donc, vous voyez que tout ce qui est tombé - tout le monde me dit, même mon Président me dit : tu vas arrêter de m'embêter avec le niveau des nappes qui est très bas - oui, le niveau des nappes est très bas. En même temps, quand je vous dis que nous avons remonté un peu notre niveau de nappe, mais nous prélevons, sur ces nappes-là, dix millions de mètres cubes en moins. Nous gérons d'une autre manière, nous prenons plus à Aire-sur-la-Lys, nous prenons dans d'autres forages ; mais, sur le territoire de ces nappes, si nous n'avions pas cette gestion dynamique, nous serions en manque d'eau complet. Cela veut dire que c'est une priorité.

Je comprends et je félicite votre travail, parce que, en fin de compte, nous partageons les mêmes idées, les mêmes envies. Nous devons prendre, tous ensemble, la même direction : préserver l'eau, l'économiser.

Alors, avec ILEO, nous avons un programme. Nous consommons à peu près, aujourd'hui, sur le territoire de la MEL, 62-65 millions de mètres cubes par an. En 2027, nous devons économiser dix millions de mètres cubes par an. C'est une règle : si nous voulons pouvoir garder de l'eau pour nos nouveaux habitants, nos nouvelles entreprises - je disais toujours que, si, demain, une entreprise de brasserie voulait s'installer sur le territoire métropolitain, avec les services, nous ne pouvons pas assurer de l'eau - donc, il y a un partage de cette eau.

Il y a un besoin économique. Quelqu'un a dit, tout à l'heure : sur le littoral, à Dunkerque, il y a des problèmes, effectivement, d'industries qui ne peuvent plus s'installer, parce qu'il n'y a pas assez d'eau. Un jour, nous y arriverons à dessaler l'eau. Rassurez-vous, nous serons obligés. Un jour, nous serons obligés de travailler sur la récupération des eaux différentes. Monsieur disait, tout à l'heure : nous aurons l'eau au robinet qui viendra de ce que nous avons pu faire, caca et pipi. Dans 20 ans, 30 ans, nous serons peut-être obligés d'arriver à ce traitement-là, qui se fait. Ce n'est pas non plus une nouveauté, cela se fait. Celui qui a la chance d'aller se balader à Las Vegas, comme dirait l'autre : vous tirez la chasse d'eau. Vous arrivez en bas, au bar, et un verre d'eau de la chasse d'eau vous est servi. C'est traité, c'est faisable.

Notre objectif, bien évidemment, vous en avez parlé, c'est le prix : cela veut dire que, demain, si nous traitons différemment, encore plus fort, il faudra augmenter les prix de l'eau. Donc, l'eau, c'est quelque chose d'essentiel. Vous l'avez dit, sur différents thèmes ; alors, je ne vais pas tous les reprendre, les uns derrière les autres, parce que, là, nous pouvons y passer deux heures ou trois heures. Moi, cela ne me gêne pas du tout de répondre à tous ces points-là.

La Métropole prend conscience, a pris conscience, avec le Président, nous continuerons à travailler sur la maîtrise de l'eau. Nous continuerons à traiter, vous en avez parlé, la meilleure qualité du traitement de nos stations d'épuration. Est-ce que toute l'eau qui arrive dans les stations est traitée ? Non, parce que nous avons un mélange qui vient, de temps en temps et même assez régulièrement, nous perturber nos réseaux : c'est l'eau de pluie. L'eau de pluie arrive en abondance dans les stations d'épuration, donc elle déstabilise.

Nous rejetons, dans le milieu naturel, de l'eau, malheureusement, polluée : nous en sommes conscients. Nous avons lancé plein de pistes. Sur l'Armentiérois, il y a aussi deux rivières qui vont déstabiliser une autre station d'épuration. Aujourd'hui, nous avons lancé un programme. Dans un an, deux ans, trois ans, nous aurons déconnecté ces rivières pour ne plus aller dans les stations d'épuration. Partout où nous pouvons, c'est quelque chose que nous allons faire.

Vous avez parlé de la déconnexion, désimperméabilisation des voiries. Avec nos collègues, avec Bernard GERARD, nous travaillons, effectivement, sur la déconnexion, la désimperméabilisation, la revégétalisation de toutes les rues. Combien de kilomètres avons-nous sur la Métropole, est-ce que nous avons le budget de tout faire du jour au lendemain ? Non. Par contre, la ligne de conduite est faite. Vous avez, pas loin, ici, rue Solférino, même en centre-ville. Là, nous allons attaquer la rue du Molinel. Rue du Molinel, cela va être déconnecté. Nous sommes capables de le faire. Partout où nous avons des travaux, nous allons faire cette désimperméabilisation maximale ; alors, non pas pour alimenter les nappes, puisqu'il n'y a pas de nappes, en-dessous, ici, qui sont, véritablement, utiles. Premièrement, nous, cela va nous éviter de l'eau, qui va venir dans nos réseaux d'assainissement. Nous voulons déconnecter. Il y a des communes - je vais prendre la mienne, n'est-ce pas mon directeur, qui est là, le sait - moi, cela fait 30 ans que, sur ma commune, de toute manière, le problème de déconnexion, de fossés, de noues dans les nouveaux lotissements, c'est fait. Oui, il faut garder l'eau sur place.

Nous parlions, tout à l'heure, des cuves de récupération d'eau de pluie. Nous avons voté, au Conseil de la MEL, le PLU : toute nouvelle installation de maison aura l'obligation d'avoir une cuve de récupération de 3 000- 5 000 l d'eau minimum. Oui, il va falloir que nous travaillions sur ces récupérations.

Il faut éviter le ruissellement. Nous avons, dans les programmes, l'obligation, théorique de toute nouvelle construction, de stocker ces eaux de pluie, de les garder. Donc, nous sommes bien sur le tamponnement à la parcelle. C'est quelque chose qui n'est pas si simple que cela à faire, il faut le préparer avec les lotisseurs ; principalement, avec eux, comme cela, c'est fait dans la voirie. Nous faisons tout. Il faut éviter les bordures. Les noues, il faut que l'eau de la route s'en aille vers le petit bassin, qui est là. C'est des petits bassins. Madame le Maire l'a vécu sur sa propre commune : nous avons désimperméabilisé une de ses rues et nous avons fait des fossés, des petites noues, sur le côté, et toute l'eau est tamponnée. Les chaussées réservoirs, ce n'est pas nouveau sur la Métropole : nous commençons, depuis quelques années, à le faire. Madame la Vice-Présidente a eu, sur sa commune, une chaussée réservoir. Cela veut dire que nous désimperméabilisons au maximum. Les parkings : quand nous refaisons des parkings, maintenant, c'est du pavage, avec des zones de tamponnement en-dessous. Ce que nous voulons, c'est éviter, effectivement, que l'eau ne ruisselle trop vite : c'est les phénomènes que nous avons.

Tout à l'heure, vous parliez de ces pluies que nous avons, centenaires. Maintenant, les pluies centenaires, c'est, pratiquement, tous les quatre ans-cinq ans. Donc, il faut que nous préparions cela. Nous avons un travail avec Alain BLONDEAU, qui s'occupe de la GEMAPI chez nous, à retravailler.

Madame Béatrice AUXENT

La GEMAPI, qu'est-ce que c'est ?

Monsieur Alain BEZIRARD

C'est la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations, cela concerne tous ces petits cours d'eau. Nous les retravaillons. Pareil, nous avons 200 et quelques millions d'euros de travaux. Nous ne pouvons pas faire en un an, les petits cours d'eau vont être travaillés dans le cadre de la GEMAPI.

Nous travaillons avec le monde agricole. Vous le disiez : planter des arbres. Nous, MEL, nous allons attaquer, certainement, l'année prochaine - Yannick, je pense que c'est l'année prochaine - la platière : c'est 120 ha sur les champs captants. Cent-vingt hectares, que nous allons planter, d'arbres, avec l'Office des forêts. Pas n'importe quels arbres, des arbres qui vont dépolluer le sol, des arbres qui vont tamponner, qui vont permettre la réinfiltration de l'eau, plus facilement. Un arbre fait beaucoup de racines, et donc rend perméable le sol. C'est indispensable.

Madame Béatrice AUXENT

J'ai une question : Depuis quand vous pensez que ce tournant a été fait, cette prise de conscience ?

Nous savons qu'il y a un renouvellement, par exemple, sur l'immobilier : il faut 100 ans, pratiquement, pour renouveler tout l'immobilier. Pour renouveler toutes les voiries, il faut je ne sais pas combien de temps ? Nous en sommes où, et depuis combien de temps vous pensez qu'il y a, vraiment, une action suffisamment forte pour accélérer ?

Monsieur Alain BEZIRARD

Depuis que j'ai pris la Vice-Présidence. Je le dis sur le ton de la plaisanterie, mais c'est une consigne de notre Président, cela fait deux mandats. Dans le premier mandat, il nous avait donné de orientations. Moi, j'avais les énergies, et autres, la gestion du patrimoine. Nous étions déjà dans cette prise de conscience. Dans ce mandat-ci, le Président nous a confié, effectivement, une ligne de conduite, devant nous, en travaillant sur ces phénomènes-là. Donc, je dirai que cela se fait depuis des années ; mais, là, le Président nous a demandé, à tous les Vice-présidents concernés par cela, dans l'habitat et ainsi de suite, d'accélérer sur ces phénomènes.

Madame Béatrice AUXENT

Quelle transversalité vous avez avec les différentes directions pour globalement, accélérer le sujet ?

Monsieur Alain BEZIRARD

Nous échangeons sur tous les projets. Je parlais de la charte de l'espace public. C'est tous ensemble : c'est aussi bien avec notre collègue qui s'occupe du Plan climat, qu'avec Bernard GERARD, qui s'occupe de la voirie ; c'est avec nous-mêmes sur l'assainissement, c'est dans le cadre du transport. Nous travaillons en transversalité, et pas tous seuls.

Madame Béatrice AUXENT

C'est facile ?

Monsieur Alain BEZIRARD

Bien sûr que c'est facile !

Madame Béatrice AUXENT

Quel frein il faut lever pour cela, est-ce qu'il y en a ?

Monsieur Alain BEZIRARD

Pour travailler ensemble, aucun. Il y a une consigne de notre Président, à nous de tout mettre en œuvre pour que cela puisse se faire. C'est bien.

Madame Béatrice AUXENT

Très bien.

Monsieur Alain BEZIRARD

Je vais rebondir sur ce que certains ont dit, tout à l'heure : est-ce que la MEL doit faire toute seule, s'occuper d'elle-même, sans s'occuper des autres ?

Madame Béatrice AUXENT

Quelle échelle ?

Monsieur Alain BEZIRARD

Nous sommes reconnus, maintenant, par l'Agence de l'eau, comme ayant fait ce virage, justement, sur la préservation des espaces, même en ville. Nous sommes une des rares Métropoles, où, aujourd'hui, nous avons pris conscience que, même dans les grosses villes, même à Lille, nous sommes capables de désimpermeabiliser. C'est vrai que nous avons une chance d'une Métropole qui a 95 communes, avec 70 % qui sont de la ruralité. Moi, c'est une commune de paysans, chez nous. Hélène, aussi. Nous sommes des paysans, nous sommes des ruraux, chez nous. Nous avons une grosse Métropole et nous voulons absolument que cette Métropole aille dans ce sens-là, de désimpermeabilisation. C'est quelque chose qui est essentiel. Nous ne pouvons pas travailler seuls. Evidemment, je siège à l'Agence de l'eau : donc, cela veut dire que nous voyons une échelle beaucoup plus grande auprès de nous.

Madame Béatrice AUXENT

A l'Agence de l'eau, c'est le bassin versant ?

Monsieur Alain BEZIRARD

C'est le bassin versant. C'est les Hauts-de-France, sans aucun problème. Nous nous apercevons, les uns et les autres, de nos problèmes.

Nous avons Alain BLONDEAU, qui, lui, travaille avec les SAGES, puisque nous travaillons aussi avec les SAGES. Alain BLONDEAU s'occupe du SAGE. Schémas d'aménagement et de gestion des eaux. Lui, il s'occupe du SAGE Marcq-Deûle, si je ne dis pas de bêtises, Yannick. Moi, je suis dans le SAGE de la Lys. Evidemment, Erquinghem-Lys, je suis dans ce SAGE-là. Nous travaillons en commun et nous avons des réunions communes, nous échangeons nos pratiques. Nous échangeons nos expériences : que ce soit mon directeur, que ce soit toutes les équipes de l'assainissement et de l'eau. Nous travaillons sur ce phénomène-là : donc, nous avons une capacité à faire.

Madame Béatrice AUXENT

Alors, vous disiez que vous appréciez, finalement, que nous allions dans le même sens que ce que vous préconisez déjà : ce qui veut dire que nous appuyons. Comment la société civile peut encore appuyer plus ?

Monsieur Alain BEZIRARD

D'abord, je vais en discuter avec mon Président, lui dire : maintenant, il faut aller encore plus loin, puisque nous sommes dans le même sens. Il y a des sujets sur lesquels ne pourrions pas le mettre en œuvre, aujourd'hui. L'échéance et les budgets ne permettront pas de tout mettre en place en même temps. Vous parliez, tout à l'heure, du vertical. L'équité des tarifs : j'aimerais bien, déjà, que tout concitoyen, tout consommateur connaisse, exactement, sa quantité d'eau qu'il consomme. Aujourd'hui, la Métropole, nous avons 45 % de bâtiments qui sont en verticaux. C'est vertical, là, comme cela. Cela veut dire que beaucoup n'ont pas de relevés de compteurs, ils ont des factures au tantième. Que vous soyez deux dans le logement, que vous soyez dix, c'est la surface du bâtiment qui fera que vous allez payer une facture d'eau. Donc, il faut que nous travaillions dessus. Nous avons lancé, avec notre collègue de l'habitat, de la sensibilisation auprès des bailleurs, auprès des syndicats, pour que, justement, l'individualisation des sous-compteurs puisse se faire. Quand nous aurons tous ces sous-compteurs, nous pourrions dire : un tel peut économiser, et l'autre ne va pas économiser ; c'est-à-dire que nous ferons aussi, non pas l'écobonus, mais nous trouverons d'autres solutions pour éviter d'augmenter. Celui qui ne fera pas attention, il aura une facture plus lourde.

Je rappelle que, quand nous avons, avec toute l'équipe, décidé le nouveau contrat avec ILEO - je le disais, tout à l'heure - nous avons fixé un objectif de 10 % d'économies d'eau nettes. Cela veut dire que - même mon service, mes usines, SOURCEO, puisque je préside SOURCEO, l'usine de production - je vais m'assurer 10 % de moins de recettes. Mon directeur de l'assainissement, nous nous assurons aussi 10 % en moins de recettes, puisque, si nous baissons le volume, nous baissons nos recettes. Donc, cela veut dire qu'il faut tenir compte de tout cela. J'ai accepté, et je me suis, non pas violenté, mais je savais, à l'avance, que j'allais me tirer une balle dans le pied droit et une balle dans le pied gauche, sur ce phénomène-là. Tous les services compris, nous devons trouver les moyens pour aussi maîtriser le coût de fonctionnement, pour que la facture d'eau ne puisse pas augmenter. Un jour, elle augmentera naturellement ; mais j'ai fait le pari, avec le Président, que la facture d'eau, dans cinq ans, l'habitant qui paie 400 euros d'eau, dans cinq ans, même si nous avons augmenté un peu le prix de l'eau, paiera toujours le même prix. C'est une volonté.

Madame Béatrice AUXENT

En consommant moins.

Monsieur Alain BEZIRARD

En consommant moins : c'est aussi l'objectif, évidemment.

Nous devons assurer, et c'est vrai que c'est un équilibre financier qui doit se trouver. Nous nous devons d'être très performants. Là, tout à l'heure, quelqu'un disait : oui, la station de Wattrelos. Là, j'ai fait voter, au dernier Conseil, 200 millions d'investissement pour avoir une station performante, qui va nous permettre une autosuffisance sur les énergies. Nous avons prévu tout un investissement là-dedans. Nous faisons aussi sur la performance. Nous allons revendre du gaz, pour en faire de la méthanisation. Nous allons faire des panneaux solaires, nous avons plus de 6 000 m² de panneaux solaires. Nous allons faire de la production électrique, avec de l'hydraulique : ce qui ne se faisait pas jusque maintenant. Nous voulons une solution exemplaire, qui va nous permettre d'éviter toutes les pollutions que nous avons, aujourd'hui. Wattrelos, simple exemple : il y a une petite rivière, à côté, qui est un égout à ciel ouvert. Nous l'appelons comme cela, nous.

Madame Béatrice AUXENT

Il y en a encore.

Monsieur Alain BEZIRARD

Oui, encore.

Cette petite rivière prend trois mètres de hauteur en un quart d'heure, et elle nous charrie tout. Nous avons prévu, effectivement, dans la station de Wattrelos, de pouvoir stocker de l'eau, en attendant de se dire : l'orage est passé. Nous allons la traiter tout doucement, comme nous le faisons ailleurs. Alors, vous le disiez, tout à l'heure : il faudra trouver des solutions avec le monde agricole, se dire : il y a des endroits - ce sont mes deux collègues, Alain BLONDEAU et Jean-François LEGRAND - avec le monde agricole, car il va falloir trouver des endroits où il y avait des champs cultivés, et il va falloir les transformer en pâtures. Des endroits de creux pour être sûr que, quand il y a des grosses pluies, nous puissions stocker l'eau à ces endroits. Il faut que les déversoirs d'orages, comme nous les appelons - pas toujours pour faire des cathédrales, comme nous avons pu le faire pendant des années - il faut trouver des endroits complètement naturels pour le faire : ce sont ces fameuses ZEC. A Wattrelos, nous allons avoir une ZEC. Il y en a deux ou trois qui sont en train d'être travaillées sur le territoire métropolitain, où il y a eu des inondations, justement, parce qu'il faut le faire. C'est un travail de fond, parce que le monde agricole n'a pas envie de nous laisser prendre les terres.

Madame Béatrice AUXENT

C'est une transition globale. Nous parlions de replanter des arbres, l'agroforesterie, etc. C'est aussi une réflexion avec les agriculteurs, de diversifier leur production aussi, non ?

Monsieur Alain BEZIRARD

Nous réfléchissons. C'est peut-être des terres que nous achèterons, que nous allons peut-être leur mettre à disposition, gracieusement peut-être. Nous en discutons avec l'Agence de l'eau, c'est peut-être aussi payer le monde agricole pour un service rendu. Il y a des services pour lesquels nous pouvons considérer que c'est un service. Nous les paierons peut-être pour assumer que ces pâtures, qu'ils auront, là, puissent avoir, de temps en temps, deux-trois fois par an - il ne faut pas se faire d'illusion, ce n'est pas moins que cela - 50 cm d'eau dans la pâture. Ce sont les Zones d'expansion, si nous voulons nous protéger.

En même temps, c'est bien le même raisonnement : ces zones-là, pratiquement où nous avons eu, souvent, des inondations, en dehors de Lompret, c'est sur une zone. Nous avons un couloir, effectivement, qui passe par les WEPPEs, et qui va jusque Lompret. Nous savons que c'est là que va tomber le maximum d'eau. Nous le connaissons, c'est une partie sur les champs captants. Donc, cela nous intéresse de pouvoir réserver, garder de l'eau sur place pour pouvoir régénérer.

Madame Béatrice AUXENT

Parce que Lompret n'est pas Gardienne de l'eau, nous sommes d'accord ?

Monsieur Alain BEZIRARD

Non, Lompret, c'est de l'argile, c'est de la bonne terre amoureuse. Il n'y a rien qui rentre.

Les volumes d'eau, c'est, effectivement, ces grosses précipitations que nous aurons. Il faut que tout le monde en soit conscient : ces grosses précipitations, ce n'est pas un nouveau phénomène, cela va s'accroître. Nous disons : le réchauffement climatique. J'appelle cela plutôt le dérèglement climatique. Globalement, sur la Métropole, je vous disais que nous avons à peu près le même nombre de litres d'eau au mètre carré, pratiquement ; sauf que, au lieu de tomber un peu tranquillement, cela tombe par grosses précipitations.

Alors, vous parliez, tout à l'heure, aussi - j'essaie de reprendre un peu tous les fils de questions - des eaux non conventionnelles. Alors, effectivement, aujourd'hui, il faut savoir que, même l'industriel, même les cureurs qui viennent nettoyer les égouts dans vos villes, repartent avec de l'eau potable. Je dis bien : ils repartent, dans toutes leurs citernes, avec de l'eau potable. Effectivement, le Président de la République nous a laissé une porte de 10 % d'eau non conventionnelle pour la réutilisation. Il faut savoir que la voirie, le nettoyage des routes, le nettoyage des trottoirs, c'est fait avec de l'eau potable. Cela ne peut pas durer, il faut que nous arrivions à trouver toutes les solutions. Nous commençons, effectivement, à le faire. Donc, nous allons le commencer dans différentes stations d'épuration. Nous allons équiper, au fil du temps, les stations d'épuration pour que les cureurs puissent repartir avec de l'eau de sortie de station. Nous avons le droit de rejeter dans la rivière, qui est à côté, mais nous n'aurions pas le droit de l'utiliser pour nettoyer les voiries. C'est, quand même, un peu ridicule. Cela fait, quand même, quelques mètres cubes, quand même, qui peuvent être économisés sur ce côté.

Le monde industriel, nous sommes en train de travailler sur des villes comme Lille, Lambersart, et autres, sur ce que nous appelons les eaux que nous sommes obligés de pomper, non pas tout le temps, mais par intermittences, pour éviter les montées d'eaux dans les caves. Le Grand Palais à Lille, s'il n'y avait pas des pompes, tout le sous-sol serait noyé. Le Palais Rameau, c'est pareil. Le parking du Nouveau-Siècle, c'est pareil. Il y a plein d'endroits où nous pompons ces eaux. Aujourd'hui, alors, elle n'est pas perdue ; nous la remettons, principalement, dans la Deûle ; mais, demain, ce que nous voulons, c'est la réutiliser ; tout en sachant que nous ne pouvons pas pomper en permanence, parce que cela veut dire que nous assécherions les sols.

Madame Béatrice AUXENT

Donc, les fondations.

Monsieur Alain BEZIRARD

Donc, les fondations qui sont habituées à être trempées dans l'eau. Vous voyez qu'il y a tout ce phénomène des eaux de récupération, de sortie de station d'épuration. Nous avons un projet à Neuville. Il y a trois kilomètres à faire pour apporter de l'eau à une zone économique, pour nettoyer les camions, nettoyer la voirie, nettoyer tout cela. Donc, il faut économiser toutes ces eaux-là.

Madame Béatrice AUXENT

Est-ce que quelqu'un est frustré par rapport à ce qu'il a dit, et Monsieur BEZIRARD n'aurait pas donné des éléments ? Je pense que nous avons abordé, pratiquement, tous les sujets.

Monsieur Alain BEZIRARD

Pas tous, mais nous reviendrions.

Madame Béatrice AUXENT

Nous revenons aussi sur le fait que nous avons un passif incroyable d'industries. Toutes les régions de France et toutes les Métropoles n'ont pas cette difficulté, à la base. Vous l'estimez comment, ce surplus de difficultés ?

Monsieur Alain BEZIRARD

Je vais vous donner un seul exemple : la MEL, et même avant la Communauté urbaine, a décidé de créer une usine à Aire-sur-la-Lys. Nous nous sommes posé la question ; moi, le premier, je me suis dit : ils sont vraiment couillons d'aller chercher une usine aussi loin, à 55 km d'ici. Cela veut dire que, de Aire-sur-la-Lys à ici, nous avons 50 km de réseau, qui alimentent 35 % du besoin métropolitain. En fin de compte, quand nous regardons bien, et c'est là que nous revenons sur le phénomène - nous aurions pu prendre, sur la Lys, à Bousbecque, Wervicq - cela veut dire que les chercheurs, à l'époque, ont remonté la Lys à contre-courant et ont analysé tous les rejets. C'était le monde industriel, le monde du textile. Il y avait tous ces rejets. Le seul endroit où c'était bien, où nous arrivions à quelque chose de sain, c'était à Aire-sur-la-Lys : ce qui vous démontre, quand même, que le monde industriel - nous avons un parcours, malheureusement, mais qui est un parcours intéressant, à une époque - avait besoin d'eau à polluer. Il ne faut pas se voiler la face. Quand nous parlons des pollueurs, et ainsi de suite, c'est un peu cela. Nous allons chercher l'eau le plus loin possible ; alors que cela aurait coûté moins cher, effectivement, de le faire à Wervicq. Là, nous avons ce qu'il fallait. Pourquoi nous avons dû remonter ? Pollution du monde industriel à une époque.

Aujourd'hui, tout le monde prend beaucoup plus conscience que nous réparons, nous nous devons réparer certaines erreurs du passé : erreurs sur les aménagements de lotissements, erreurs sur les permis de construire faits un peu n'importe comment et n'importe où ; à des endroits où, quand nous avons un creux, une route qui descend et qui remonte, souvent, les averses, elles se passent là. Donc, il y a toutes ces erreurs. Nous n'arriverons pas à tout réparer en un instant, je peux vous le garantir. Le tout, c'est d'en être parfaitement conscients, les uns et les autres, de prendre notre bâton de pèlerin et de continuer - avec vous, avec nous, avec tous nos services, et avec le Président - à aller dans ce sens-là vers la métropole turquoise.

Madame Béatrice AUXENT

Verte et bleue.

Monsieur Alain BEZIRARD

Verte et bleue.

C'est ce qu'il faut absolument faire.

Ce n'est pas toujours évident pour tout le monde. Il faut accepter, dans les nouveaux lotissements, qu'il y ait des fossés. Il faut accepter que cela ne soit pas aussi bien structuré et encadré, mais, honnêtement, c'est beaucoup plus beau.

Madame Béatrice AUXENT

Très bien.

Donc, à nouveau, de beaux échanges.

Je le redis : vous avez été présent tout au long du groupe de travail. Merci encore.

Je vais proposer à Hélène MOENECLAËY de nous rejoindre.

Hélène, une réaction de ta part, peut-être, par rapport à ce que tu as entendu, au lieu que nous avons choisi, tout cela, et à la suite ?

Madame Hélène MOENECLAËY

Merci, déjà, et merci pour le travail qui a été fait par le Conseil de développement. Merci pour le temps consacré. Merci aussi aux équipes de la MEL, qui ont aussi accordé beaucoup de temps. Cela se ressent aussi dans le rapport, que j'ai lu. Nous sentons le travail de recherche qui a été fait, vous êtes allés chercher toute l'information. Ce n'est pas seulement un rapport qui propose, mais c'est un rapport d'une richesse, je trouve, qui pourrait être distribué à tous les habitants, pour les sensibiliser à cette question de l'eau, parce que, pour moi, la question de la sensibilisation, elle est centrale. Aujourd'hui, tous ceux qui sont là, nous sommes sensibilisés, nous nous posons les bonnes questions.

Madame Béatrice AUXENT

Nous commençons à l'être.

Madame Hélène MOENECLAËY

Nous commençons à l'être, mais ce n'est pas encore un fait acquis sur toute la Métropole européenne de Lille.

Le sujet des Gardiennes de l'eau, ici, nous le comprenons. Vous allez en discuter avec n'importe quelle personne que vous allez croiser dans la rue, cela ne va pas être forcément quelque chose de connu et de compris. Donc, nous avons encore un gros travail d'acculturation sur ces enjeux des Gardiennes de l'eau pour les habitants qui y sont, qui y résident, qui, tous, aussi n'ont pas encore conscience, parce que nous travaillons avec le monde des agriculteurs. Les agriculteurs en sont conscients. Il y a aussi un gros travail à faire avec les habitants, pour les accompagner.

Vous verrez que, dans le prochain journal de la MEL, qui va sortir, nous avons un gros dossier sur les Gardiennes de l'eau, parce qu'il faut sensibiliser les habitants qui y habitent et aussi sensibiliser l'ensemble des métropolitains, parce que c'est un devoir de solidarité aussi que nous devons avoir vis-à-vis de ces 29 communes, qui sont les seules à nous préserver d'une ressource en eau, ici, sur le territoire, parce que nous sommes dépendants. Nous ne sommes pas autonomes. Si nous sommes autonomes, c'est grâce à eux et encore plus à eux, demain, à leurs efforts, parce que, ces habitants-là, ils n'ont pas le droit de faire de terrasse, ils n'ont pas le droit de faire d'abri de jardin, pas d'extension des habitations. Vous imaginez, peut-être certains d'entre vous y habitent et se

rendent compte de ces conséquences. Nous avons parlé des agriculteurs, mais nous sommes tous concernés. Ces habitants-là, ils le sont encore plus. Donc, nous avons un gros travail de sensibilisation, encore à faire, et d'accompagnement. Donc, c'est là où votre travail est vertueux, parce que vous avez aussi les mots pour l'accessibilité et la pédagogie. Moi, je trouve que ce rapport est riche et mérite d'être amplement distribué, déployé, pour que nous puissions mieux comprendre ces enjeux de l'eau, les pistes de réflexion, les pistes de travail.

Nous avons aussi entendu beaucoup de sujets sur le monde agricole. Cela tombe bien : aujourd'hui, les tracteurs étaient devant la Préfecture, devant la cité Marianne. Nous sommes aussi face à des antagonismes. Les travaux que vous avez faits, c'était sur l'alimentation. Nous avons mis en avant, justement, le monde des agriculteurs : combien il est important de travailler avec eux, de développer des cultures locales.

Là, nous sommes en train de nous dire : nous allons leur supprimer leurs champs pour mettre de l'eau, pour ne pas être inondés. Donc, je trouve que c'est intéressant quand nous faisons parler les différents groupes de travail, les différents rapports que vous avez faits, qui, même entre eux, peuvent s'entrechoquer. Je trouve que, là, même ici, chez nous, nous avons un vivier, pour, justement, challenger ces sujets, pour pouvoir échanger, et se dire : ce n'est pas si facile de pouvoir régler ces choses, parce que, la contribution que nous avons faite, il y a deux mois, eh bien, nous sommes peut-être en train de la balayer par la contribution d'aujourd'hui. Des questions avaient été posées.

Madame Béatrice AUXENT

Particulièrement, sur l'agriculture et les Gardiennes de l'eau.

Madame Hélène MOENECLAËY

Le sujet de l'agriculture, vraiment, et pas que sur les Gardiennes de l'eau, parce que, ici, nous sommes dans des territoires inondés, Lompret. Cela va être un sujet. Si nous ne voulons pas que les villages soient inondés, peut-être que, demain, c'est dans des champs qu'il va falloir aller. Donc, la question de l'agriculture, elle n'est pas que sur les Gardiennes de l'eau, elle est sur toute la Métropole de Lille. C'est pour vous dire, tout simplement, que ce n'est pas simple.

Madame Béatrice AUXENT

Je ne doute pas que, cette transversalité, il faut que nous nous l'appliquions à nous aussi.

Madame Hélène MOENECLAËY

Exactement.

Madame Béatrice AUXENT

Merci beaucoup, Hélène, merci de ta présence.

Nous revenons d'une manifestation nationale. Ce n'est pas partout que nous avons un si beau soutien, je le dis.

Madame Hélène MOENECLAËY

Merci aussi à Sophie.

Madame Béatrice AUXENT

Nous avons un vrai soutien. Nous avons le dialogue de suivi, que nous faisons vivre de plus en plus, et nous le ferons à nouveau, et peut-être dans cette relation entre les deux contributions : alimentation-agriculture et eau.

CONCLUSION

Madame Béatrice AUXENT

Je vais terminer par donner quelques idées de la suite, en dehors des fêtes de fin d'année, évidemment, en se projetant, légèrement, au-delà.

Il y a encore trois groupes qui continuent leur travail : un groupe qui devrait rendre son travail, en plénière, fin avril. C'est le groupe sur le sport. Ils réfléchissent, forcément, déjà au lieu pour la prochaine plénière, qui serait caractéristique du sujet.

Avant cela, nous aurons une plénière le 30 janvier, vous pouvez déjà le noter, où nous présenterons notre rapport d'activité, qui, lui-même, sera présenté, en fin d'année, en commission, mais aussi en bureau exécutif, avec les Vice-Présidents. C'est un temps important de restitution de tout ce que nous avons fait depuis un an. Cela vous sera également présenté au mois de janvier ; mais, comme cela ne fera pas toute une plénière, nous vous proposerons aussi de revenir sur toutes les propositions que vous avez faites en septembre. Dans le bureau, nous nous sommes constitués en binômes et trinômes, pour voir comment vos propositions peuvent devenir réalité, en tout ou partie. Donc, nous reviendrons avec des propositions et peut-être encore des échanges et des contributions qui vous seraient demandées, pour aller plus loin.

Après, nous avons les groupes de travail Intergénérationnel et la MEL la nuit qui continuent. Là, nous n'avons pas encore fixé de plénière de restitution, mais cela devrait être au cours de l'année 2025.

Et puis, nous réfléchissons aussi à des temps de plénière. Nous avons parlé des fresques, par exemple. Nous trouvons cela intéressant, qu'il y ait une séance où nous vous fassions vivre différentes fresques : fresque de l'eau, fresque du climat. Nous pourrions faire un échantillonnage des différents sujets qui utilisent cette méthode de fresque. Nous aurions cela également.

Marie-Julie Rock :

La fresque du sol est très intéressante et elle intègre l'eau.

Madame Béatrice AUXENT

La fresque du sol, par exemple.

Nous sommes preneurs de différents sujets qui utilisent la méthodologie de la fresque. C'est les quelques projets que nous avons.

Le projet immédiat, c'est de boire un verre et de vous souhaiter une bonne fin d'année.

La séance est levée à 20 heures.